



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 10 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM GRANULATS (ex-HOLCIM)

12b, rue des Hérons
67960 Entzheim

Références : GK/MT/1348_2023
Code AIOT : 0006208689

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement EQIOM GRANULATS (ex-HOLCIM) implanté Lieu-dit Les Cugnots 54121 Vandières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM GRANULATS (ex-HOLCIM)
- Lieu-dit Les Cugnots 54121 Vandières
- Code AIOT : 0006208689
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette installation classée est autorisée par l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 pour une durée de 13 ans.

L'exploitation de la carrière est également soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PORTÉE DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 1	/	Sans objet
2	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.1.2.	/	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.2.4	/	Sans objet
4	SÉCURITÉ DU PUBLIC-Accès/panneaux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.3.1	/	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.4.1	/	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.5.4	/	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.5.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés par l'Inspection lors de cette visite ne font pas l'objet de suites.

Le 28 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection une demande de prorogation de la durée d'exploitation de cette carrière, qui va faire l'objet d'une instruction distincte par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter la carrière de matériaux alluvionnaires objet du présent arrêté est accordée pour une durée maximale de 13 ans qui inclut la mise en place des aménagements périphériques. [...]
Constats : Par mail du 28 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une version numérique de son "Porté à connaissance de prolongation pour le site de Eqiom Vandières". Une version papier a également été envoyée. La société d'EQIOM GRANULATS sollicite une prolongation de deux années supplémentaires. Une première année de prolongation serait consacrée à la finalisation de l'exploitation de la carrière. La seconde année serait dédiée à la finalisation de la remise en état du site. L'exploitant sollicite ainsi la prolongation de son autorisation jusqu'au 7 juillet 2026. La sollicitation de l'exploitant va faire l'objet d'une instruction par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : BORNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de la visite d'inspection, la végétation empêchait de retrouver certaines bornes. L'exploitant a, consécutivement à la visite, transmis des photographies montrant les bornes dégagées et en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La profondeur maximale d'extraction est fixée à 8m, pour une cote minimale NGF de 170m.
Constats : Selon le plan bathymétrique mis à jour le 19 juillet 2022 et produit par l'exploitant lors de la visite, la cote minimale NGF est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SÉCURITÉ DU PUBLIC-Accès/panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès est interdit au public dans l'enceinte de l'autorisation par une clôture de type 3 fils. [...]
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite qu'une clôture de type 3 fils interdit l'accès du public à la carrière. Plusieurs panneaux "Chantier interdit au public", mis en place par l'exploitant pour matérialiser l'interdiction d'accès, ont été observés par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre et plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- la position des ouvrages visés à l'article 4.3.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan bathymétrique fourni par l'exploitant correspond aux relevés du 9 novembre 2021 mis à jour le 19 juillet 2022. Ce plan montre la limite d'autorisation et la limite d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des puits de contrôle ou piézomètres sont mis en place à l'amont et à l'aval hydraulique de la gravière, en concertation avec le service chargé de la police de l'eau et après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>Des contrôles mensuels sont réalisés ; ils portent sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, - conductivité, - concentration en DCO, - teneur en oxygène dissous. <p>Pendant toute la durée de l'exploitation, et pendant 3 ans après la fin du réaménagement deux contrôles seront effectués chaque année (périodes de hautes eaux et de basses eaux) dans les piézomètres, afin de vérifier la qualité des eaux de la nappe.</p> <p>Ils portent sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, - température, - conductivité, - concentration en DCO, - teneur en oxygène dissous, - Chlorures, - Sulfates, - Sodium, - Nitrates, - Nitrites, - Ammonium, - Hydrocarbures dissous, - Métaux lourds, - HAP. <p>Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau qui peut demander des contrôles supplémentaires, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements d'échantillons.</p> <p>Tous les résultats sont accompagnés des commentaires de l'exploitant résultant de leur interprétation ainsi que de propositions éventuelles de correction des écarts constatés.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a transmis un exemplaire papier des rapports d'analyse d'eau des piézomètres amont et avals PZ2, PZ5 et PZ7.</p> <p>Ces rapports montrent les résultats correspondant aux prélèvements mensuels du 27 janvier, 27 février, 30 mars et 13 avril 2023, ainsi que les résultats de l'analyse semestrielle correspondant au prélèvement du 17 mai 2023.</p> <p>Si les résultats n'appellent pas de remarques particulières au regard de leur conformité vis à vis des VLE, l'inspection regrette de ne pas avoir à sa disposition une synthèse ou des éléments d'interprétation de ces résultats fournis par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2011, article 4.5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les dépôts illicites de matières susceptibles de polluer les eaux souterraines sont interdits. L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Il doit contenir au minimum les éléments fixés à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 modifiant l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. Le plan de gestion est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées avant le début de l'exploitation, puis révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.
Constats : Lors de la visite du 09 juin 2023, l'Inspection n'a constaté aucun dépôt illicite de matières susceptibles de polluer les eaux souterraines. L'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées de la carrière mis à jour en février 2022. Ce dernier contient les éléments exigés par l'arrêté du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet